

Suisse-Europe : seconde mi-temps

Autor(en): **Ley, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **83 (1995)**

Heft 1

PDF erstellt am: **19.01.2020**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-280571>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



(Suite de la page 11)

résultats différents de ceux de l'eurobaromètre, puisqu'il s'agit d'une enquête (encore en cours) faite auprès de responsables d'associations membres du Lobby européen des femmes (voir le «Who's who»). A priori donc, des femmes intéressées à la cause des femmes et à l'Europe. S'il y a bien quelques commentaires favorables (près des trois quarts pensent que les politiques européennes ont lutté contre les discriminations à l'égard des femmes dans le monde du travail), les critiques sont aussi là. Un tiers seulement des responsables d'associations pense que l'Union européenne a contribué à améliorer le niveau de vie des femmes, et elles sont deux tiers à estimer que l'Union ne prend pas suffisamment de mesures pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui touchent les femmes. En outre, la moitié d'entre elles trouvent que les décisions prises par l'Union européenne à l'égard des femmes ne sont pas toujours dans l'intérêt des femmes de leur propre pays. Ces opinions peu favorables à l'image de l'Europe correspondent bien à certaines des réticences féministes à l'intégration européenne. Celles-ci concernent entre autres la crainte d'un «affaiblissement de l'Etat social par le biais d'une politique monétaire supranationale qui restreindrait considérablement la marge de manœuvre de l'Etat national en matière de politique fiscale. Les femmes rejettent les risques croissants qu'implique ce type de politique pour l'emploi en général et, en particulier, pour l'emploi des femmes travaillant dans le secteur public».¹

Cet argument vaut évidemment surtout pour les pays nordiques, pour lesquels les risques encourus par le démantèlement de l'Etat-providence sont autrement plus graves qu'en Suisse, où l'application de la législation égalitaire est nettement en retard. Chez nous, les opposantes féministes à l'entrée dans l'Espace économique européen, très actives lors du vote du 6 décembre 1992, ont plutôt insisté sur la construction d'une Europe patriarcale, à vocation purement économique et non sociale, et sur les risques d'un diktat de Bruxelles qui limiterait notre liberté démocratique. En fait, on assiste, à propos du non à l'Europe, à une étrange alliance de facto entre une partie des féministes, engagées et militantes, et les Mme Tout-le-monde, bien plus nombreuses, qui ne s'intéressent pas plus à la politique qu'aux femmes ou à l'Europe et qui, sans le savoir, font le jeu de ces féministes qu'elles détestent sans doute.

Martine Chaponnière

¹ Susanne Schunter-Kleemann, «Pour ou contre l'Union européenne? Différences d'opinions selon les sexes», Les cahiers du Griff, Bruxelles, numéro sur «Les femmes et la construction européenne», 1994.

Suisse – Europe: seconde mi-temps

Cinq mouvements pro-européens lancent une initiative en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne.

Les partis politiques bourgeois avaient espéré ajourner le débat sur l'Europe à 1996. Il n'en sera rien, car les mouvements pro-européens ont fini par s'entendre pour lancer une initiative populaire fédérale qui demande à la Confédération d'entamer sans délai les négociations d'adhésion à l'Union européenne. Plus question de tolérer qu'un trou subsiste dans la carte de l'Europe des Quinze. A plus forte raison encore depuis que les pays d'Europe de l'Est peuvent assister en qualité d'observateurs aux sommets européens. Plus question non plus de se résigner à ce que la Suisse, frappée d'ostracisme depuis qu'une majorité de la population a refusé, le 6 décembre 1992, l'adhésion à l'Espace économique européen, doive emprunter la voie ardue des négociations bilatérales avec Bruxelles.

Le mouvement Né le 7 décembre 1992, le Mouvement européen Suisse-Union européenne, la Jeunesse fédéraliste européenne, Renaissance Suisse-Europe et le mouvement Aktion Europa Dialog ont déployé de louables efforts pour s'entendre sur un compromis en vue de lancer une seule initiative ayant pour but l'adhésion de la Suisse à l'UE. Ils ont l'intention de se lancer dans la récolte des signatures d'ici le mois de février.

Les sceptiques

Sceptiques quant à l'efficacité de cette initiative, l'Association pour une Suisse ouverte (APSO) et le mouvement Eurotopia ne s'associeront pas à la récolte des signatures. Sceptique lui aussi, le politologue René Schwok admet néanmoins que le débat auquel donnera lieu l'initiative constitue un moyen de pression sur le Conseil fédéral.

Car les sept sages doivent déjà prendre position sur deux autres initiatives déjà déposées. Celle du mouvement Né le 7 décembre 1992, lancée sous le coup de l'émotion par un groupe de jeunes très motivés, dont l'engagement personnel dans tous les cantons a suppléé à un manque évident de ressources financières.

Cette initiative en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'EEE a été déposée en septembre dernier. De son côté, la Lega (Ligue

des Tessinois), qui mise à fond sur le populisme, a néanmoins fini par faire aboutir son initiative qui doit obliger le Conseil fédéral à consulter le peuple avant de déposer sa demande d'adhésion à l'UE.

Le dossier européen embarrasse le Conseil fédéral qui n'arrive pas à s'entendre sur une ligne de conduite commune. Il est vrai que d'être obligé de négocier bilatéralement sur les domaines indiqués par l'Union européenne le place dans une situation inconfortable. D'autant plus que les populistes ne cessent de brandir l'arme du référendum. Divisée, l'opinion publique le demeure également. Issue des jeunes radicaux et démocrates du centre, une Association des jeunes pour l'avenir suisse s'est constituée en décembre pour résister à l'UE. Les eurosceptiques restent pour l'instant silencieux.

Dans ce contexte morose, il faut avoir une foi qui déplace les montagnes pour récolter les 100 000 signatures nécessaires à l'aboutissement de l'initiative dont le lancement a été décidé à mi-décembre. Les jeunes du mouvement Né le 7 décembre 1992 apportent une fois de plus la preuve qu'ils ne manquent pas d'imagination. Ils disposent au moins d'un fichier comptant plus d'un millier de sympathisants. Ils mettent au point une action de parrainage, en proposant aux Suissesses et Suisses qui conservent leur foi dans la construction européenne de souscrire des parts de 500, 1000 francs ou davantage. Des artistes suisses de renom s'associent à cette action en produisant une sérigraphie signée de leur nom qui sera envoyée à chaque parrain.

C'est vrai que l'intégration européenne progresse par à coups, qu'une nouvelle équipe se met en place à Bruxelles, qu'il est normal de s'insurger contre l'indécision dont font preuve les chefs d'Etat de l'UE face à la guerre qui ravage l'ex-Yougoslavie. Il n'en demeure pas moins que seuls le dialogue et la négociation à tous les niveaux peuvent empêcher la renaissance des vieux démons. Que ce soit à Bruxelles, Strasbourg ou dans les régions, une multitude de projets se mettent discrètement en place. Les petits ruisseaux font les grandes rivières!